

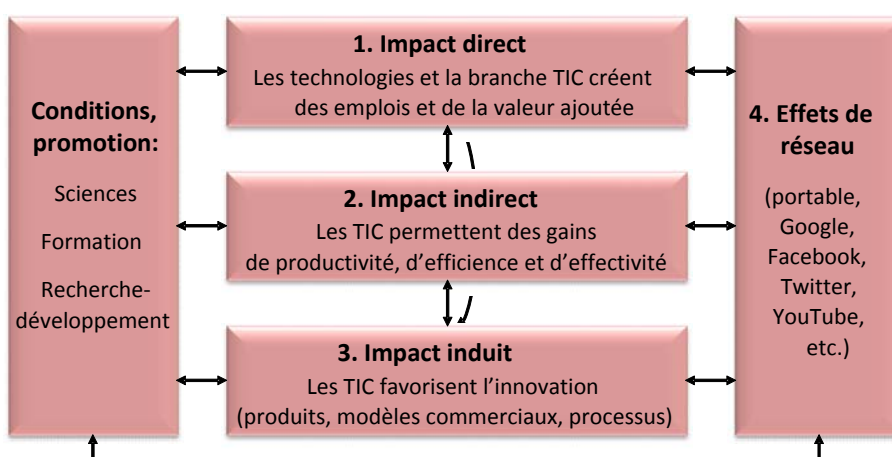


Cyberéconomie en Suisse

Potentiel des TIC pour la Suisse : synthèse des résultats

Deux études scientifiques commandées par la Confédération¹ dans le cadre du programme consacré à la cyberéconomie (programme eEconomy) ont mis en lumière le potentiel que recèlent les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour l'économie suisse. Il incombe aux pouvoirs publics d'optimiser les conditions-cadre permettant de tirer pleinement parti de ce potentiel et de garantir ainsi la compétitivité de l'économie de notre pays.

L'analyse de potentiel a été dressée sur la base d'un modèle multi-niveaux :



S'agissant de l'*impact direct* sur l'emploi et de la création de valeur, il convient de faire la distinction entre les TIC en tant que champ technologique et les TIC en tant que secteur. Alors que le secteur TIC mesure le résultat des entreprises actives dans ces technologies, l'analyse du champ technologique s'intéresse au potentiel des différentes technologies utilisées dans les domaines de l'information et de la communication.

Globalement, comparé à l'économie dans son ensemble, le secteur TIC n'est pas particulièrement grand ni très dynamique en Suisse. Toutefois, on peut considérer les TIC comme des technologies transversales qui génèrent de la valeur ajoutée dans d'autres secteurs high-tech, comme les biotechnologies ou les nanotechnologies.

S'agissant de l'*impact indirect* et des gains de productivité, d'efficacité et d'effectivité qui y sont liées, les TIC viennent en tête pour les firmes spécialisées dans les services aux entreprises, suivies des banques et des assurances, de l'industrie des TIC elle-même, de la recherche ainsi que de l'imprimerie et des arts graphiques. Les entreprises ayant largement recours aux TIC ont un nombre de collaborateurs qui a plutôt tendance à augmenter. Elles connaissent un développement plus important, entre 25 et 30 %, que les autres. Les entreprises qui font un usage des TIC inférieur à la moyenne cessent plus facilement leur activité que celles qui les utilisent davantage.

Les TIC recèlent un grand potentiel d'innovation (*impact induit*) de par leur forte intégration dans d'autres branches, leur apport élevé à la recherche-développement et l'échange intensif de savoir qu'elles génèrent.

¹ Dibbern *et al.* 2010, Vannoni *et al.* 2010

Les *effets de réseau* créent un potentiel supplémentaire et/ou décuplent ce potentiel en raison de la pénétration et de l'utilisation rapides et fortes des prestations TIC en réseau dans tous les secteurs et domaines d'application.

Ces réflexions amènent les questions suivantes :

- Où se situent les opportunités et le potentiel des TIC pour l'économie suisse en termes de gains de productivité, d'efficacité et d'effectivité, mais aussi en termes d'innovation et de développement durable ?
- Comment créer les conditions-cadre, supprimer les obstacles et intensifier la concurrence pour être à même de saisir les opportunités et de réaliser ce potentiel ?

Il est primordial de considérer le potentiel des TIC comme un moteur de croissance, de productivité et d'innovation qui résulte pour l'essentiel de l'interaction et de la *convergence des infrastructures, des applications et des services*, mais aussi de la disponibilité des *compétences* nécessaires. Les deux études scientifiques menées à l'initiative de la Confédération ont mis en lumière plusieurs thèmes particulièrement importants au vu du potentiel qu'ils renferment pour l'évolution future de la Suisse. Il s'agit :

- de la bio-informatique,
- de l'informatique en nuage,
- de la cyberadministration et de la cybersanté,
- des éco-TIC,
- de la formation TIC,
- des maisons et bâtiments intelligents, des réseaux intelligents, du travail intelligent, des transports intelligents,
- des médias sociaux et des réseaux sociaux.

Aucun de ces thèmes ne peut être considéré isolément ni développé durablement par une action individuelle. Chaque thème nécessite un plan d'action mis en réseau (agenda numérique) qui tienne compte dans une mesure satisfaisante des branches participantes, des groupes d'intérêts impliqués et des personnes concernées et qui intègre leur participation. *La bio-informatique, l'informatique en nuage, les cybercompétences, le monde intelligent* (notion résumant les thèmes « intelligents » cités précédemment), *les médias sociaux et les réseaux sociaux* ont donc été analysés à titre d'exemple.

Pour réaliser ce potentiel, on attend en principe de l'économie privée qu'elle s'organise par ses propres moyens, qu'elle valorise ce potentiel et qu'elle veuille à davantage de croissance, d'innovation et de développement durable, et des autorités et du monde scientifique une coopération sous la forme de partenariats public-privé (PPP). Le fait que le programme eEconomy soit placé sous le patronage personnel de Doris Leuthard, présidente de la Confédération, traduit l'importance de la phase exécutive du dossier.

Objectifs définis dans le cadre du programme eEconomy

- Créer et mettre en place l'eEconomy Board sous la forme d'un PPP réunissant des personnalités de l'économie privée, des milieux scientifiques et des pouvoirs publics ; mettre sur pied le Bureau eEconomy au SECO ;
- Etablir un réseau d'experts ouvert et mettre en place une plate-forme en ligne ;
- Créer un agenda numérique suisse, assorti d'un plan d'action et d'une feuille de route ;
- Développer le monitoring et le reporting en matière de cyberéconomie et réexaminer les critères nécessaires, les données statistiques, etc.

Calendrier

- Jusqu'à fin 2011 : pilotage de l'eEconomy Board ;
- D'ici à fin mars 2012 : évaluation de l'eEconomy Board et des projets lancés, décision sur la suite des travaux.
- A partir d'avril 2012 : publication d'un rapport annuel sur la cyberéconomie en Suisse, comparaisons internationales, monitoring.

L'eEconomy Board sera financé par les partenaires engagés et, dans la mesure des possibilités, par des agences de promotion et des fondations. Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et sa Direction de la promotion économique prendront en charge l'organisation et le financement du Bureau eEconomy. Les autres activités seront financées, selon les cas, par le mandant, par les partenaires engagés ou, éventuellement, par des agences de promotion et des fondations.

Renseignements:

Christian Weber, responsable du Bureau eEconomy, Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO),
tél. +41 31 323 72 09, christian.weber@seco.admin.ch